



MAGAZINE

NOS ACTUALITÉS

N°20

Décembre 2025 – février 2026

## **DOSSIER**

**Atelier d'échanges au Bénin  
Décliner l'agroécologie  
au féminin**

## **ENTRETIEN**

**Un regard tourné vers l'avenir  
Avec Benjamin Simon,  
nouveau directeur de DM**

## **APPEL DE NOËL**

**« Et si votre église était fermée  
pour Noël ? »**







# Un pays: Togo

Les conducteur.trices de taxi-moto  
au cœur des interactions sociales,  
2025, crédit : MJS

**Soutenu par DM, le Mouvement Africain pour la Justice et la Solidarité (MJS) inscrit son action dans une démarche de transformation sociale fondée sur la communication pacifique et non violente. Il soutient des acteur.trices de proximité, en particulier les conducteur.trices de taxi-moto, qui jouent un rôle essentiel pour la cohésion sociale.**

## Un partenaire Le MJS

Créé en 1986 à Lomé, le MJS est une organisation panafricaine présente dans dix-sept pays. Le MJS agit comme tribune des laissés-pour-compte, afin de lutter contre la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation. Fondé sur la justice, la paix et la solidarité, il renforce les capacités des communautés à s'organiser et à défendre leurs droits. Au Togo, il soutient des initiatives locales et des projets ruraux et il collabore avec les Églises, pour bâtir des sociétés inclusives, dignes et résilientes.



Les gestes qui sauvent, avec la Croix-rouge togolaise,  
2025, crédit photo: MJS

## Un projet

### « Promotion des valeurs de paix »

Le Togo traverse des tensions sociales et politiques qui touchent particulièrement la jeunesse et affectent la vie quotidienne dans l'espace public. Au cœur des interactions sociales, les conducteur.trices de taxi-moto deviennent, de fait, des acteur.trices de premier plan dans la prévention — ou la montée — des violences ordinaires. Souvent jeunes et diplômé.es, mais confronté.es au chômage et à la précarité, ils et elles sont amené.es à exercer un métier difficile exposé aux accidents et aux différends avec les client.es ou les forces de l'ordre. Avec le soutien de DM, le MJS les forme à la communication pacifique et non violente, à la médiation, à la sécurité routière, aux gestes qui sauvent, ainsi qu'à la santé et à l'éthique professionnelle, en collaboration avec la division de la sécurité routière et la Croix-Rouge togolaise. Cette année, huitante-huit conducteur.trices de cinq villes ont déjà bénéficié de ces formations. D'ici 2027, ce ne seront pas moins de six cents conducteur.trices réparties dans trente localités qui devraient profiter de ces formations.

Le projet s'étend aussi aux étudiant.es des facultés de théologie, aux jeunes leaders religieux et politiques, aux enseignant.es et comités de parents d'élèves des écoles confessionnelles, qui sont outillé.es pour diffuser une culture de la paix et de la non-violence.

En savoir plus sur le projet ?







**De la Tanzanie à Genève, en passant par l'Allemagne, son pays d'origine, Benjamin Simon a construit un parcours marqué par le dialogue entre Églises et cultures. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, le théologien et ancien doyen de l'Institut œcuménique de Bossey met cette expérience au service de DM, dont il vient de prendre la direction. Bienvenue !**

**Qu'est-ce qui t'a motivé à rejoindre le secrétariat et qu'est-ce qui te séduit le plus dans la mission de DM ?**

Je connais DM depuis plusieurs années, ayant été membre de la Commission de missiologie pendant six ans. Lorsque le poste a été mis au concours, je me suis dit que ce serait passionnant de pouvoir mettre en pratique mon expérience acquise au cours des dix dernières années au Conseil œcuménique des Églises. DM recèle un grand potentiel œcuménique et interculturel, y compris avec les Églises issues de la migration. Cela peut avoir un effet très positif sur nos communautés. Je vois ici de nombreuses possibilités de réaliser des projets novateurs avec une équipe motivée. Les trois secteurs d'engagement de DM — agroécologie, éducation et vivre ensemble — tout comme l'échange de personnes, me paraissent essentiels pour apprendre les un.es des autres, dépasser les préjugés et renforcer la « famille DM ».

**Quelle orientation souhaites-tu donner à DM ces prochaines années ?**

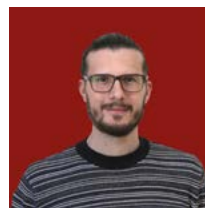
Je souhaite voir DM évoluer vers une coopération accrue entre Églises membres, Églises et organisations partenaires. Il est important de soutenir les projets dans nos secteurs d'engagement et d'obtenir les fonds nécessaires. Il est essentiel de permettre à de nombreuses personnes de vivre une expérience interculturelle grâce à nos programmes d'échange, et j'ai bon espoir que nous pourrions développer davantage cet aspect avec nos Églises membres. Mais le potentiel de DM est bien plus grand encore : DM peut devenir une communauté d'Églises sur quatre continents, où l'on apprend les un.es des autres et où l'on chemine ensemble pour accomplir le commandement de Jésus de l'Évangile de Jean, à savoir que nous sommes un.e.

**Tu arrives à un moment où les Églises et les organisations de coopération traversent de profondes transformations. Comment DM peut-elle, selon toi, rester fidèle à son ADN tout en se réinventant ?**

Je tiens à souligner que les transformations ne sont pas nécessairement négatives. Les périodes de crise ont toujours été très fructueuses et propices à de nouveaux départs. Tout dépend de la manière dont on aborde les crises. Faut-il s'accrocher et sombrer avec elles, ou être prêt.es au changement et s'ouvrir à la nouveauté ?

DM, avec ses partenaires, son expérience dans des contextes très variés et ses contacts avec les communautés internationales ici en Suisse, peut jouer un rôle de conseillère. Les Églises du Sud, avec leur expérience de crises encore plus graves, sont à même de nous guider et de nous ouvrir des perspectives. Il faut néanmoins s'écouter les un.es les autres, se prendre au sérieux et vouloir apprendre les un.es des autres. En tant que frères et sœurs chrétien.nes, nous cheminons ensemble, nous nous soutenons, et nous nous donnons de l'espoir.

## Nouvelles du Secrétariat



### Dimitri Alberti

Dimitri rejoint DM après un parcours académique axé sur les systèmes agroalimentaires, la

durabilité et les mobilisations sociales. En master de science politique, il s'intéresse aux questions de souveraineté alimentaire et à l'agroécologie comme levier de justice sociale. Sensible aux valeurs de solidarité et de respect portées par DM, il se réjouit de contribuer à ses projets en tant que stagiaire au pôle échange de personnes.



### Léa Tobler

Léa s'est investie dans des domaines variés : études de biologie, d'ethnologie et en coopération

internationale, enseignement de l'anglais au Caire et engagement au sein d'Amnesty International et ATD Quart Monde. Forte de ses expériences dans les secteurs des droits humains, de la promotion de la paix et de l'aide de proximité, elle est ravie de rejoindre DM, attirée par la dynamique de l'équipe, le contact avec les partenaires, ainsi que par le recueillement matinal.



### Athmane Imloul

Athmane aime raconter les choses avec des mots et des images. En 2024, il a obtenu son

brevet fédéral de spécialiste en communication, une étape importante dans son parcours. Il a exploré le design graphique, le branding et la communication, avec l'envie de créer des messages clairs et accessibles. Il rejoint DM comme assistant communication, avec le souhait de mettre ses compétences au service des projets, tout en continuant à apprendre auprès de l'équipe.

# DES FEMMES RURALES TRACENT LES CHEMINS DE LEUR ÉMANCIPATION

## gros plan

La déclaration de Grand Popo lue à la foire semencière d'Aplahoué, 2025, crédit: CIPCRE-Bénin

**Sans les femmes rurales, pas d'agriculture durable, pas de souveraineté alimentaire ni d'avenir équitable. D'où l'importance de renforcer les droits des femmes. C'était l'objet d'un atelier d'échanges, porté par DM avec ses partenaires en Afrique.**

Sous le soleil du littoral béninois, le centre de formation Nonvignon dans la commune de Grand-Popo a pris, le temps d'une semaine, des airs de laboratoire social. Du 13 au 17 octobre, une quarantaine de femmes et d'hommes représentant 34 organisations issues de huit pays d'Afrique centrale et de l'Ouest (Mali, Sénégal, Burkina Faso, Togo, Cameroun, Bénin, République démocratique du Congo et Burundi) s'y sont retrouvés pour un atelier consacré à un sujet brûlant d'actualité: comment renforcer l'émancipation des femmes rurales, actrices essentielles de la sécurité alimentaire, et pourtant encore trop souvent tenues à l'écart des décisions ?

Organisé par la Plateforme Souveraineté alimentaire (PSA), dont DM est une membre active, cet atelier était le point culminant d'une année de travail collectif. Les participant.es représentaient des organisations partenaires de membres des Fédérations genevoise (FGC) et vaudoise (Fedevaco) de coopération, les deux faitières cantonales romandes qui soutiennent et financent ce processus. Juliane Ineichen, responsable du secteur agroécologie à DM, a participé à la construction de cet atelier en collaboration avec plusieurs partenaires africains de DM: le Secaar, le GIC-TerrEspoir et le CIPCRE. Toutes et tous partagent une même conviction: l'agroécologie ne peut se développer durablement que si elle s'appuie sur les savoirs, la créativité, la voix et le leadership des femmes.

**« L'agroécologie ne peut se développer durablement que si elle s'appuie sur les savoirs, la créativité, la voix et le leadership des femmes. »**





Pendant cinq jours, les échanges ont mêlé ateliers participatifs, témoignages et réflexions en commun. Trois leviers se sont dégagés : les réseaux, la formation et le plaidoyer, pour faire entendre les voix des femmes dans les décisions publiques.

De cet atelier d'échanges est née la Déclaration de Grand-Popo, texte collectif qui appelle à reconnaître le rôle des femmes dans l'agriculture et à lever les obstacles à leur pleine participation à la vie économique et sociale.

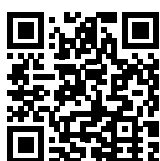
Le dernier jour, cette déclaration a été remise aux autorités locales, et notamment au préfet du district, lors de la Foire semencière agroécologique et de la restauration des mets locaux en voie de disparition, à Aplahoué, dans le district de Couffo. Dans les allées colorées, entre étals de semences paysannes et plats traditionnels, l'émotion était palpable. Pour beaucoup, ce moment symbolisait une victoire collective. Une parole féminine était désormais entendue.

**« [...] ce moment symbolisait une victoire collective. Une parole féminine était désormais entendue. »**



Pour DM, ce rendez-vous illustre la continuité d'un engagement au long cours. Qu'il s'agisse du travail du Secaar au Togo et au Bénin pour soutenir des jardins scolaires, du CIPCRE qui accompagne les communautés paysannes dans leur transition agroécologique, ou de la démarche de TerrEspoir, qui relie producteur.trices et consommateur.trices dans une filière équitable, l'autonomie des femmes reste au cœur de ces initiatives.

**Pour aller plus loin :**  
Vidéo de la Fedevaco  
« Comment l'agroécologie  
peut-elle nourrir le monde »  
avec Juliane Ineichen



## En savoir plus sur les projets d'agroécologie soutenus par DM en Afrique ?



→ Avec le Secaar, en Afrique centrale et de l'Ouest :



→ Avec le GIC-TerrEspoir au Cameroun :



→ Avec le CIPCRE : au Bénin & au Cameroun :





## Entretien avec Blanche Djou

**Blanche Djou, coordinatrice du GIC-TerrEspoir, partenaire de DM au Cameroun, a joué un rôle de premier plan dans l'organisation de l'atelier. Elle nous offre son éclairage.**

**Cet atelier a été l'occasion d'interroger la place de la femme rurale dans le contexte particulier des systèmes alimentaires en Afrique francophone. Invisibilisées et souvent peu reconnues, les femmes jouent pourtant un rôle de premier plan pour la souveraineté alimentaire. Quel est-il ? Et quels sont les obstacles auxquelles les femmes rurales de la région sont confrontées ?**

En Afrique francophone, les femmes rurales occupent une place centrale dans la souveraineté alimentaire. Elles sont les piliers de l'alimentation et assurent la grande partie de la production destinée aussi bien à l'alimentation de leurs familles qu'à celles des communautés. Elles se consacrent aussi à la transformation et à la distribution locale des produits agricoles ainsi qu'à la sélection et à la conservation des semences paysannes. Ce sont cependant les hommes qui détiennent les grands postes. Les femmes rencontrent davantage de difficultés pour trouver du soutien et du financement. Elles obtiennent peu de légitimité et ne sont pas ou très peu reconnues.

Elles font face à divers obstacles, tels que le manque de formation, l'insuffisance de moyens financiers, un accès limité à la terre, au crédit et aux marchés ; elles sont faiblement représentées

dans les instances de décision, sans compter la question des us et coutumes souvent en leur défaveur.

Malgré ces défis, elles innovent, s'organisent en petits groupements solidaires pour mieux faire face à tous ces obstacles. Reconnaître leur rôle et renforcer leurs capacités est une condition incontournable pour construire des systèmes alimentaires durables et équitables.

**Partenaire de DM, le GIC-TerrEspoir, dont vous êtes la coordinatrice, s'engage depuis 1992 en faveur d'un modèle agricole socialement et écologiquement responsable pour les familles paysannes. Concrètement, pourquoi est-il important pour vous d'intégrer la question de l'égalité femmes-hommes dans votre action au Cameroun ? Et comment cette question se décline-t-elle dans vos projets ?**

Au GIC-TerrEspoir, nous avons toujours milité pour des conditions sociales équitables pour toutes et tous. Nous pensons qu'un modèle d'agriculture durable doit reposer sur la justice et l'inclusion aussi bien des femmes que des hommes. Si, au Cameroun, les femmes représentent environ 70% de la main-d'œuvre agricole, au sein de TerrEspoir, elles sont environ 65% des membres. C'est donc sur elles que repose toute la dynamique. Il va de soi qu'il est plus qu'important d'intégrer la dimension du genre dans toutes les actions, pour assurer un équilibre et une durabilité de l'organisation.

On se doit donc de donner aux femmes la place, la confiance et les opportunités qu'elles méritent, afin qu'elles puissent accomplir pleinement ce dont elles sont capables, non seulement en offrant des formations adaptées, mais aussi en étant équitable dans le partage des tâches et des responsabilités. C'est pour cette raison qu'au sein du GIC, nous travaillons au renforcement des capacités techniques et à l'adoption de bonnes pratiques agroécologiques. Nous les accompagnons par des microcrédits qui favorisent le développement de petites activités génératrices de revenus. De plus, nous comptons sur les formations en leadership et entrepreneuriat pour encourager et doter les femmes de toutes les capacités nécessaires de décider elles-mêmes de leur avenir et assurer ainsi leur autonomisation.

**« Nous comptons sur les formations en leadership et entrepreneuriat pour encourager et doter les femmes de toutes les capacités nécessaires de décider elles-mêmes de leur avenir et assurer ainsi leur autonomisation. »**



**Quels défis et quels besoins concrets souhaitez-vous adresser en priorité lors de cet atelier ?**

Le grand défi, c'est de réussir à donner confiance aux femmes et de leur offrir les moyens et les techniques pour leur autonomisation. Pendant l'atelier, nous avons identifié des leviers mettant en avant la question du genre et celle de l'émancipation des femmes rurales africaines, afin qu'elles deviennent des actrices visibles, reconnues et autonomes. La priorité a été donnée à trois leviers de changements: premièrement, le réseau, car il s'agit de renforcer les échanges pour favoriser la capitalisation, le partage d'expériences et de savoirs; deuxièmement, la formation, parce que nous avons souligné la nécessité d'un accompagnement en renforcement des capacités, pour une harmonisation des connaissances générales sur le genre qui permettent une meilleure intégration dans les programmes et projets. L'accent était aussi mis sur le leadership et l'entrepreneuriat ainsi que l'autonomisation économique pour une amélioration des conditions de vie et de dignité. Troisièmement, le plaidoyer, déjà pour une reconnaissance du rôle stratégique des femmes dans la souveraineté alimentaire et pour l'agroécologie: leurs voix doivent être entendues dans les instances de décision, pour qu'elles puissent bénéficier d'un accès équitable aux ressources — terres, intrants, financements et marchés —, qui demeure très limité pour les femmes rurales.

**Cet atelier était une occasion assez unique de réfléchir collectivement à ces enjeux, de partager des expériences concrètes, et d'identifier des leviers d'émancipation... L'atelier a-t-il répondu à vos attentes ? Où situez-vous la plus-value de cet événement ? À l'issue de cet atelier, quels enseignements emportez-vous avec vous pour votre organisation ?**

Oui, cet atelier a répondu aux attentes, puisque le partage d'expériences et les apports sont venus de plusieurs organismes, de même que de nombreuses structures locales. La véritable plus-value de cet atelier réside dans le fait qu'il se soit tenu en Afrique, au plus près des réalités des communautés concernées, avec la participation de représentant.es de plus de huit pays africains.



**« Nous ne saurons oublier la nécessité de faire des hommes des alliés, pour de meilleurs résultats dans l'émancipation intégrale des femmes. »**



Par ailleurs, nous avons eu l'occasion idoine de préparer et de porter ensemble une déclaration devant les autorités locales. Cette déclaration sera diffusée à large échelle, à travers nos structures, dans nos pays, pour influencer à divers niveaux. Quant à notre organisation, l'exercice de la roue des privilèges<sup>1</sup> adaptée à notre contexte permettra d'attirer une attention particulière sur des aspects parfois négligés. Chacun.e dans sa situation et sa position pourra prendre conscience de ses avantages et de ce qu'il.elle doit aux autres. Cette analyse permettra de mieux intégrer la thématique du genre au sein des programmes. Nous ne saurons oublier la nécessité de faire des hommes des alliés, pour de meilleurs résultats dans l'émancipation intégrale des femmes. Ce type d'événement peut aussi être organisé à l'interne afin d'augmenter le partage et de créer des nouveautés adaptées à nos situations concrètes.

<sup>1</sup> La roue des privilèges est un outil pédagogique, participatif, qui aide à prendre conscience des inégalités sociales et des positions de privilège ou de désavantage que chacun peut occuper selon différents critères: le genre, l'origine, la religion, la classe sociale, la langue, le niveau d'éducation, le handicap, l'âge, etc.

# AGENDA

## Dimanche de l'Église en mission

Pour sa première édition célébrée dans toutes les paroisses de Suisse romande, le 25 janvier 2026, le Dimanche de l'Église en mission est une invitation à réfléchir ensemble à la quête de justice.

Le culte s'articulera autour du verset : « Heureux celles et ceux qui ont faim et soif de justice » (Matthieu 5:6). Ce thème ouvrira un espace de prière et de dialogue sur la justice et la dignité, dans des contextes marqués par l'histoire et les réalités actuelles de la domination.

Plus d'infos :



# S'ENGAGER



## Appel de Noël 2025 : ensemble avec les églises du Rwanda

DM vous invite à soutenir l'engagement de sa partenaire, l'Église presbytérienne au Rwanda (EPR). Confrontée à la fermeture de nombreux temples pour raisons administratives, l'EPR agit pour rénover et équiper ses lieux de culte, afin de redonner vie à ses communautés. Participez à cette action de solidarité et aidez les paroisses rwandaises à retrouver leurs espaces de prière et de partage ! Plus d'informations et dons :

[www.dmr.ch/noel2025](http://www.dmr.ch/noel2025)

## Soirée d'infos : s'engager dans la coopération par l'échange de personnes

Vous êtes un.e professionnel.le qualifié.e ou un.e jeune diplômé.e intéressé.e par un engagement solidaire en Afrique ou en Amérique latine ? DM est régulièrement à la recherche de professionnel.les de domaines variés. Ne manquez pas notre prochaine soirée d'information en ligne le 22 janvier 2026 !

Toutes les infos :

[www.dmr.ch/soirees-info-cooperation](http://www.dmr.ch/soirees-info-cooperation)

Abonnement de soutien à DM Magazine  
Prix Fr. 20.-  
IBAN CH08 0900 0000 1000 0700 2



Votre don en  
bonnes mains.

## IMPRESSUM

N°20 Décembre 2025 - février 2026  
Parution 4x par an  
Responsable Léo Ruffieux  
Adresse DM, Cèdres 5, 1004 Lausanne  
Téléphone +41 21 643 73 73  
[info@dmr.ch](mailto:info@dmr.ch)  
Photographies ©DM  
Relecture Joëlle-Pascale Ulrich  
Conception, graphisme alveo.design  
Mise en page Marion Delannoy  
Impression Pressor SA

[dmr.ch](http://dmr.ch)